



**Espace Arts et Métiers
du SIAO : Le génie créa-
teur des exposants** Page 4



**Compte rendu du conseil
des ministres du mercredi
02 novembre 2016.** Page 8.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°199 du samedi 05 novembre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus.** P. 13.
- **Activités du gouvernement.** P.8.

UNIVERSITE

Université de Koudougou :

Les étudiants sur les traces du PNDES

P.2

Région du Centre-Ouest



Les étudiants n'ont pas marchandé leur participation.

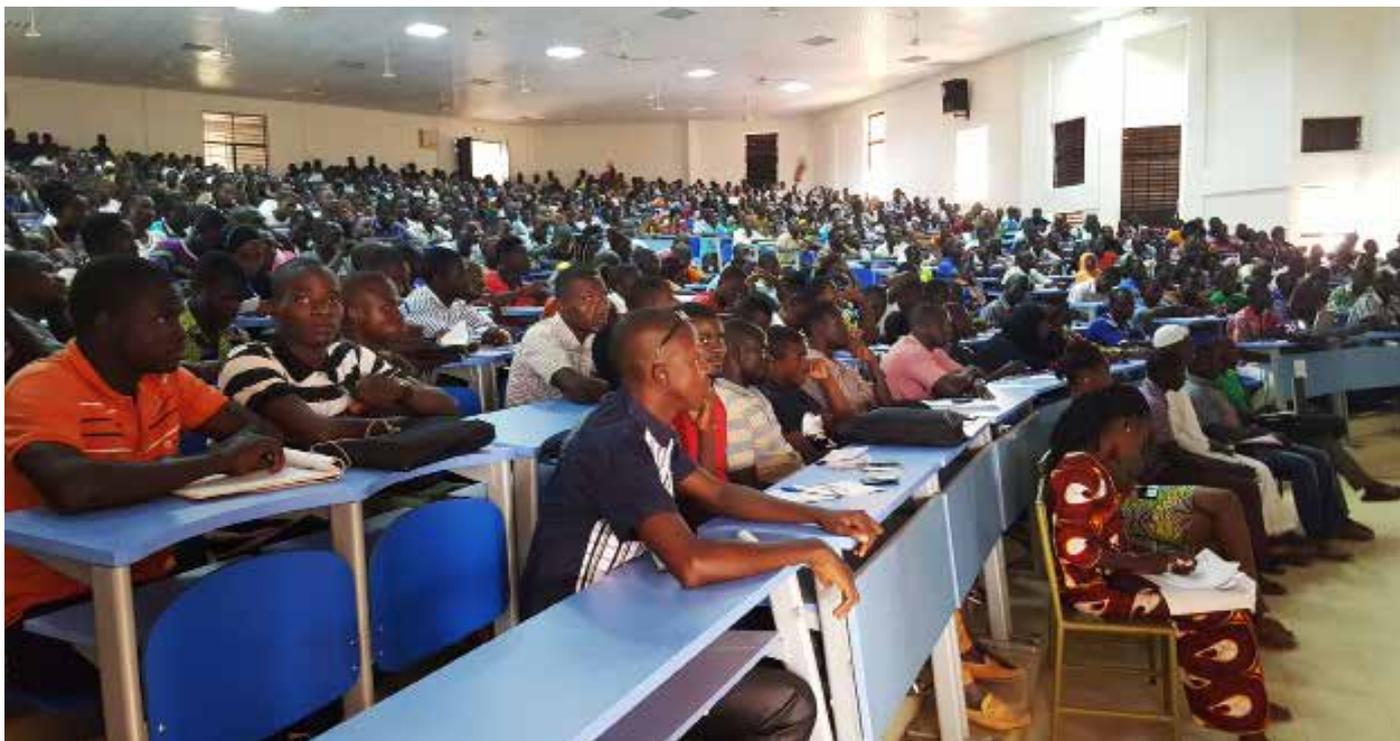
ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Université de Koudougou : Les étudiants sur les traces du PNDES

Région du Centre-Ouest



Les étudiants de l'université de Koudougou.

A l'initiative du club des étudiants en Analyse Politique Economique (APE) le plan national de développement économique et social (PNDES) a été expliqué aux étudiants de l'Université de Koudougou le samedi 29 octobre 2016 dans la salle du Programmes Sociaux d'Urgence de la Transition (PSUT). Pendant 4 H tous les rouages du PNDES ont été mis en lumière par le conférencier, le Pr Mahamoudou DIARRA au bonheur des étudiants.

Le PNDES est le nouveau référentiel de développement économique et social du Burkina de 2016 à 2020. Il est impératif que toute la population en l'occurrence les étudiants comprennent les contours de ce plan.

C'est ce qui explique l'organisation de cette conférence selon le président du club APE de l'UK, Barnabé SORGHO.

Dès l'entame de la conférence, le conférencier a exprimé sa reconnaissance aux étudiants pour cette belle initiative. Il a précisé que c'est en tant qu'enseignant et non en tant que représentant du gouvernement qu'il a répondu à l'appel des étudiants. En effet le Pr DIARRA est enseignant chercheur en économie à l'UK et conseiller spécial du premier ministre. Il a donc contribué à la rédaction du PNDES. C'est dans un langage digne d'un économiste que le conférencier a débuté sa conférence par la genèse du PNDES. Le Pr DIARRA a détaillé

les six grands points qui composent le nouveau référentiel de politiques économiques et sociales du pays des hommes intègres.

Selon le conférencier, c'est sur la base d'un programme que le président Roch KABORE a été élu. Le PNDES s'est donc inspiré de ce programme. Et le Pr DIARRA d'ajouter « je fais parti de ces techniciens, et on a commencé les consultations en Mars 2016 à zéro Franc. Nous voulons tous le développement de ce pays ». Le processus d'élaboration du projet a suivi un schéma bien spécifique tout en prenant en compte toutes les revendications de la population à travers des consultations. En sus de l'analyse de la situation socio-économique du Burkina le

La suite à la page 3.



La suite de la page 2.



Les étudiants n'ont pas marchandé leur participation.

diagnostique est clair.

Selon le professeur : « **le seuil de pauvreté** est estimé à 154 061 FCFA/an sur 100 burkinabé 60 sont pauvres et 47 de ces gens vivent en milieu rural. Le taux de chômage très élevé est estimé à 6,6% dont 9,3% pour les femmes et 4% pour les hommes avec beaucoup d'emplois non décents notamment en milieu rural et dans le secteur informel urbain. L'énergie fait défaut et très coûteuse comparativement dans les autres pays voisins et le taux de couverture est de 24,7% au Burkina Faso (chiffre officiel fin 2012) sans oublier le taux d'accès qui est d'environ 14,6% dont 2% en milieu rural. Cette situation peu reluisante des conditions de vie de nos parents est la résultante des faibles performances en matière de croissance économique : le taux de croissance annuel moyen du PIB réel a été de 6,05% sur la période de la dernière décennie (2004-2013). En

tenant compte du taux de croissance démographique, la richesse créée par an a augmenté en moyenne de 3% ».

Pour l'agrégé d'économie ces faibles performances en matière de progrès économique s'expliquent par plusieurs contraintes et insuffisances notamment au niveau des capacités à investir, de l'appareil productif et des secteurs de soutien à la production que le PNDES tient à corriger.

Ensuite il a souligné que le PNDES est un plan ambitieux qui vise à transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, résiliente, inclusive et créatrice d'emplois décents pour tous. Pour réaliser ces impacts, le Pr DIARRA a éclairci que le PNDES a identifié trois grands axes. Premièrement réformer les institutions et moderniser l'administration, secundo développer le capital humain et enfin dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie

et les emplois. Le coût de ce projet est estimé à 15395,4 milliards francs CFA soit un coût annuel de 3079,1 milliards francs CFA.

Ce projet s'il est bien mené fournira environ 50.000 emplois productifs par ans. Après avoir expliqué le schéma de financement du PNDES et sa stratégie de mise en œuvre, le conférencier a **répondu aux questions des participants**. Il leur a assuré : « *le PNDES n'est pas un plan pour chasser les étudiants des campus ou réduire le FONER mais vise à vous offrir des emplois* ». Il ressort de son exposé que le manque à **financer** du PNDES est énorme et il faudra faire appel aux bailleurs de fonds. A l'issue de la conférence les participants ont apprécié l'initiative du club.

Selon **OUATTARA Boureima** étudiant en économie « **le conférencier a bien fait son développement**. Il n'a pas parlé en tant que politicien mais en tant que notre professeur. L'investissement que le PNDES requière est risquant vu que cela nécessite des prêts et risque d'alourdir notre dette. Toutefois si cela est bien mené, je pense qu'on pourra résoudre le problème du chômage ». **SOULAMA Sanata** ajoute « **j'ai vraiment apprécié l'initiative ça ma permis de cerner maintenant le PNDES et comment il sera financé et les avantages que ce projet pourra nous apporter** ». Les organisateurs n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction et de saluer la mobilisation des étudiants. Rappelons que le club APE est une représentation des étudiants de la troisième année option APE qui œuvre pour renforcer la capacité de la formation des étudiants et la bonne cohésion sociale.

Prince Omar pour la SC Info



Espace Arts et Métiers du SIAO : Le génie créateur des exposants

Région du Centre



Le stand des machines qui produisent la glace.

Acette 14^{ème} édition du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou, plusieurs inventions technologiques retiennent l'attention des visiteurs. Installés à l'espace Arts et Métiers, chaque inventeur tente au mieux faire connaître ses produits, ses vertus et ainsi attirer la clientèle.

La glace est beaucoup utilisée dans les activités quotidiennes de la population. Or son acquisition nécessite un peu plus de temps et de

coût. Pour faciliter l'acquisition de la glace en quantité et à moindre coût, deux machines de capacité différentes ont été inventées pour soulager les attentes des populations. Ces machines sont conçues au Burkina Faso et par des burkinabè.

Pour mieux faire connaître ces machines, l'inventeur et son staff de commercialisation ont occupé un stand à l'Espace Arts et Métiers à cette édition du SIAO. Didier NANA responsable commercial et marketing de ces machines qui fabriquent la glace estime que cette invention est une révolution technologique. La grosse

machine à en croire le Didier NANA produit trente (30) grosses barres de glace de vingt-cinq (25) kilogrammes chaque 8 heures. Quant à la petite machine, elle fabrique quarante (40) barrettes de 2 kilogrammes de glace chaque 3 heures. La barrette est vendue à 100f l'unité.

Selon le responsable commercial et marketing, ces machines économisent l'énergie et sont bénéfiques aux utilisateurs. En ce qui concerne la grosse machine, elle consomme 12 000 F CFA d'électricité en 8 heures et produit la glace d'une valeur de 30 000 F CFA. Pour ce qui est

La suite à la page 5



FOCUS SIAO

La suite de la page 4.



Les deux machines qui fabriquent la classe.

de la petite machine, elle utilise en moyenne 1250 F CFA d'électricité en 3heures contre une production en glace de 40 000F CFA.

Pour l'instant, les différentes machines sont fabriquées sur commande, car les responsables affirment ne pas disposer de moyens. A trois jours de la fin du Salon, le responsable commercial et marketing dit recevoir beaucoup visiteurs. Pour satisfaire la curiosité de certains visiteurs, le premier responsable n'hésite pas à faire des expériences pour montrer la performance de ces machines.

Didier NANA invite tous les participants à la 14^{ème} édition du SIAO, à faire un tour à l'Espace des Arts et des Métiers pour visiter le « Ice Berg » ou les machines de fabrique de barres de glace alimentaire.

M'pempé Bernard HIEN pour SC Info



Didier NANA responsable commerciale et marketing.



An II de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre : L'événement commémoré au Centre-Nord

Région du Centre-Nord



« Le baptême de la rue en mémoire des martyrs est un signe fort de reconnaissance aux vaillants hommes et femmes sacrifiés pour la patrie » Maliki Simporé, Coordonnateur régional des OSC du Centre-Nord.

A l'instar des autres régions, le Centre-Nord a commémoré le deuxième anniversaire de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014. Une commémoration marquée par diverses activités dont le clou a été la procession en mémoire des martyrs ce lundi 31 octobre 2016.

C'est par des offices religieux dans les lieux de cultes de la région que les activités commémoratives de

l'an deux de l'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 ont débuté dans la région du Centre-Nord. Dès vendredi 28 octobre 2016, des doas (sacrifices) ont été faits dans les mosquées pour le repos des âmes des compatriotes tombés sur le champ de la lutte pour la libération du peuple burkinabé. Dans les églises ce fut des messes qui ont été dites à cet effet.

Les communes de Boulsa, Kaya et kongoussi ont dédié chacune une rue aux martyrs dont le baptême a eu lieu le dimanche 30 octobre 2016. A Kaya,

c'est la rue 6.025, axe sur lequel les antis et les pros modification de l'article 37 ont manqué de peu un affrontement. Selon le Coordonnateur régional des organisations de la société civile (OSC), les baptêmes de rue sont un signe fort de reconnaissance aux vaillants hommes et femmes sacrifiés pour la patrie. Pour le repos de leurs âmes Maliki Simporé a lancé un appel aux autorités judiciaires pour que justice soit faite.

La commémoration de l'an II de l'insurrection des 30 et 31 octobre

La suite à la page 7.



La suite de la page 6.



La célébration à connu une forte mobilisation des couches socioprofessionnelles.

2014 a connu son épilogue ce lundi 31 octobre 2016 par une procession de l'ensemble des couches socioprofessionnelles des chefs-Lieux de provinces. A Kaya c'est une foule sortie nombreuse, à majorité jeune, qui est partie de la place du Gouvernorat pour y revenir après avoir contourné le rond-point Naaba Oubri. Cette marche a été marquée par une minute de silence observée à 9h30 selon la consigne nationale. Ce fut selon le gouverneur un temps de recueillement, de rétrospection et d'introspection.

Venu commémorer l'évènement avec ses frères et leur apporter le soutien du gouvernement, le ministre de l'enseignements supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, Filiga Michel Sawadogo a souhaité que chaque burkinabé s'engage résolument pour plus de démocratie et plus de liberté dans la

citoyenneté. « Cette commémoration est le symbole du refus de la soumission et de l'oppression ; il faut

le ministre. Il dit nourrir l'espoir que justice sera rendue avant le troisième anniversaire de cette commémoration.



Les participants à la marche.

donc que chacun de nous travail afin que ce pour quoi nos compatriotes sont tombés soit un acquis. » a invité

A.I. OUEDRAOGO pour SC Info



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Compte rendu du conseil des ministres du mercredi 02 novembre 2016

Région du Centre



Le Conseil des ministres s'est tenu à Ouagadougou, le mercredi 2 novembre 2016, en séance ordinaire, de 09 H 30 mn à 14 H 00 mn,

sous la présidence de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des ministres.

Il a délibéré sur les dossiers inscrits à son ordre du jour, entendu des communications orales, procédé à des nominations, et autorisé des missions à l'étranger.

I. DELIBERATIONS

I.1. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE, DE LA DECENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Le Conseil a adopté deux (02) décrets portant nomination de Commissaires de police.

L'adoption de ces décrets permet de régulariser la situation administrative des policiers concernés, conformément aux dispositions des décrets N° 2012-083 PRES/PM/MATDS/MEF du 16 février

2012 et 2012-088/PRES/PM/MATDS/MFPTSS/MEF du 16 février 2012 portant respectivement organisation et attributions des corps des Commissaires de police et conditions générales d'évaluation de notation et d'avancement du personnel de la police nationale.

I.2. AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE LA COOPERATION ET DES BURKINABE DE L'EXTERIEUR

Le Conseil a examiné un projet de loi portant autorisation de ratification du protocole de l'Acte constitutif de l'Union africaine relatif au Parlement africain adopté à Malabo, le 27 juin 2014.

Ce protocole vise le renforcement du Parlement africain en vue d'assurer une participation effective et totale des peuples africains au développement et à l'intégration économique du continent.

Ce projet de loi permet au Burkina Faso de se mettre à jour vis-à-vis de son engagement en faveur de cet instrument.

Le Conseil a marqué son accord pour la transmission du projet de loi à l'Assemblée nationale.

I.3. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

Le Conseil a adopté deux (02) rapports.

Le premier rapport est relatif à deux (02) décrets portant respectivement régime indemnitaire applicable au personnel du cadre paramilitaire des Eaux et forêts et classement indiciaire des corps du personnel du cadre paramilitaire des Eaux et forêts.

L'adoption de ces décrets permet l'application effective de la loi N°063-2015/CNT du 15 septembre 2015 portant statut du personnel du cadre paramilitaire des Eaux et forêts.

Le second rapport est relatif à un décret portant déclaration d'utilité publique urgente du Projet de construction de l'Université Ouaga II.

L'adoption de ce décret permet la reprise et le parachèvement des travaux de construction de l'Université Ouaga II.

I.4. AU TITRE DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Le Conseil a adopté un rapport relatif à la situation de mise en œuvre des instructions relatives à la relance du projet de Samendéni.

Il ressort de ce rapport que les instructions ont été suivies en vue de permettre la poursuite du processus de relance du Projet.

Le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre les dispositions idoines pour une exécution du planning des activités de relance par les parties prenantes du Projet Samendéni.

I.5. AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE ROUTIERE

Le Conseil a adopté (03) rapports.

Le premier rapport est relatif à un décret portant adoption des normes et standards harmonisés de l'UEMOA pour la réhabilitation et la construction des infrastructures ferroviaires et des options institutionnelles de gestion des réseaux ferroviaires.

L'adoption de ce décret vise à instaurer un développement harmonieux des infrastructures ferroviaires dans une perspective d'interopérabilité avec les réseaux ferrés de l'UEMOA, conformément à la Directive N°01/2014/CM/UEMOA du 27 mars 2014 portant harmonisation des normes et standards de réhabilitation et de construction des

La suite à la page 9.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.

infrastructures ferroviaires et des options de gestion des réseaux ferroviaires de l'espace UEMOA.

Le deuxième concerne le chronogramme de mise en œuvre du règlement de l'UEMOA sur le contrôle de la charge des véhicules.

Conformément au règlement N°14/2005/CM/UEMOA du 16 décembre 2005 relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'UEMOA, le Conseil a marqué son accord pour la mise œuvre du chronogramme suivant :

– Pour les ports : équipement effectif en pèse-essieux fixes et démarrage du contrôle des gabarits et poids, avec délestage et paiement d'amendes pour compter du 1^{er} février 2017 ;

– pour les corridors et les plateformes générant plus de **200 000 tonnes** de fret par an : équipement effectif en pèse-essieux fonctionnels et démarrage du pesage avec délestage et paiement d'amendes pour compter du 1^{er} avril 2017.

Le troisième rapport est relatif aux difficultés liées à l'acheminement des marchandises du Burkina Faso en transit par les ports du Ghana.

Depuis la fin de l'année 2014, des crises récurrentes liées à la gestion des marchandises en transit dans les ports de Takoradi et de Tema au Ghana ont été relevées entre les différents acteurs burkinabè, d'une part et les autorités du Ghana d'autre part, présents sur la plateforme portuaire.

Afin de pallier les difficultés rencontrées, le Conseil a instruit les ministres en charge du dossier de prendre toutes les dispositions nécessaires de concert avec les autorités du Ghana en vue de parvenir à un accord dans la résolution de cette crise.

II. COMMUNICATIONS ORALES

II.1. Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure a fait au Conseil une communication relative aux activités commémoratives du

deuxième anniversaire de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et de la résistance au putsch du 16 septembre 2015.

Cette commémoration a permis au peuple burkinabè de rendre hommage aux héros et aux martyrs qui se sont sacrifiés pour la démocratie et la liberté dans notre pays.

Le gouvernement félicite l'ensemble des populations pour leur mobilisation et remercie les communautés coutumières et religieuses, les organisations de la société civile et les formations politiques pour leur contribution à la réussite de cette commémoration.

II.2. Le Ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des burkinabè de l'extérieur a fait au Conseil une communication relative au renouvellement du mandat de notre compatriote, le Docteur Lassina **ZERBO**, au poste de Secrétaire exécutif du Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), qui se tiendra du 07 au 09 novembre 2016 à Vienne en Autriche lors de la 47^{ème} session de la Commission.

Au regard de la qualité du travail abattu lors de son premier mandat au Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), le Conseil a renouvelé son soutien à la candidature du Docteur Lassina **ZERBO** pour un second mandat.

III. NOMINATIONS

III.1. NOMINATIONS DANS LES FONCTIONS INDIVIDUELLES

1. A. A.U TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE DE LA DE CENTRALISATION ET DE LA SECURITE INTERIEURE

Sont nommés Contrôleurs généraux de police les personnes dont les noms suivent à compter du 25 juillet 2015 :

– Madame G. Elisabeth **YONI/IBRANGO**, Mle 10 894 ;

– Monsieur Alidou **OUEDRAOGO**, Mle 12 683 ;

– Monsieur Michel **KI**, Mle 16 263 ;

– Monsieur Kikaba Jean **KAREMBIRI**, Mle 18 550.

Sont nommés Commissaires divisionnaires de police les personnes dont les noms suivent à compter du 24 juillet 2015 :

– Monsieur Salfo **DABARE**, Mle 12 658 ;

– Monsieur Lamoussa Salif **SANDWIDI**, Mle 17 869 ;

– Monsieur Vincent **TAPSOBA**, Mle 17 935 ;

– Monsieur Bangba Eric **SARAMBE**, Mle 19 430 ;

– Monsieur Jacob **BICABA**, Mle 19 521 ;

– Monsieur Sié Tiéfi **DABIRE**, Mle 24 342 ;

– Monsieur Kalo Olivier **SANON**, Mle 24 366 ;

– Monsieur Fidèle **TOE**, Mle 30 704.

Sont nommés Commissaires principaux de police les personnes dont les noms suivent à compter du 14 juillet 2013 :

– Monsieur Gérard **TARBANGDO**, Mle 111 484 ;

– Monsieur Barké Ibrahima **TALL**, Mle 111 486 ;

– Monsieur Adama de Oumarou **OUEDRAOGO**, Mle 24 333.

Sont nommés Commissaires principaux de police les personnes dont les noms suivent à compter du 17 juillet 2015 :

– Monsieur W. Serge Alain **KABORE**, Mle 119 406.

Sont nommés Commissaires principaux de police les personnes dont les noms suivent à compter du 21 juillet 2015 :

– Monsieur Kouiliga René **GUSSOU**, Mle 19 402 ;

La suite à la page 10.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9.

– Monsieur Mahama **OUEDRAOGO**,
Mle 19 514 ;

– Monsieur Kalbi **YAMEOGO**, Mle
22 804 ;

– Monsieur K. Alexis **HIEN**, Mle
22 836 ;

– Monsieur Honoré Désiré **KYELEM**,
Mle 22 898 ;

– Monsieur Idrissa **SERE**, Mle 22 900 ;

– Monsieur Ouintaré **OUEDRAOGO**,
Mle 24 377 ;

– Monsieur Doro Samuel **YARO**, Mle
24 410 ;

– Monsieur Yamba Didier **DJIGUEMDE**,
Mle 120 782 ;

– Madame Z. T. Jocelyne **DABIRE**, Mle
211 702 ;

– Monsieur Abdoulaye **BELEM**, Mle
211 703 ;

– Monsieur Lambert **BONZI** ; Mle
211 704 ;

– Monsieur Seydou **SANFO**, Mle
211 705 ;

– Monsieur Règma **ZONGO**, Mle
211 706 ;

– Monsieur Issiaka **TOU**, Mle 211 707 ;

– Monsieur Marc **DAKUYO**, Mle
211 708 ;

– Monsieur Abdoulaye **GANDEMA**,
Mle 211 709 ;

– Monsieur Seydou **OUATTARA**, Mle
211 710.

Sont nommés Contrôleurs généraux de
police les personnes dont les noms suivent
à compter du 21 Août 2016 :

– Monsieur Siméon **COULIBALY**, Mle
11 052 ;

– Monsieur Yacouba **MANLY**, Mle
12 647 ;

– Madame Odile **KANTYONO**, Mle
25 761 ;

– Monsieur Jean Bosco **KIENOU**, Mle
25 763.

Sont nommés Commissaires
divisionnaires de police les personnes
dont les noms suivent à compter du 21
juillet 2016 :

– Monsieur Zakaria Vincent de
Paul **DARGA**, Mle 12 653 ;

– Monsieur Issa Ahmed **SAVADOGO**,
Mle 13 026 ;

– Monsieur Yacouba **DRABO**, Mle
17 838 ;

– Monsieur Bayon Nanpolé
Bernard **BAMOUNI**, Mle 17 855 ;

– Monsieur Kouratinsky
Luc **SOULAMA**, Mle 19 382 ;

– Monsieur Irnou **KAMBIRE**, Mle
19 427 ;

– Monsieur Komossira **SANON**, Mle
22 830 ;

– Monsieur Koudtiga
Pierre **NITIEMA**, Mle 120 430.

Sont nommés Commissaires principaux
de police les personnes dont les noms
suivent à compter du 8 juillet 2016 :

– Monsieur Emmanuel **KABORE**, Mle
19 373 ;

– Monsieur Siaka **BADO**, Mle 19 454 ;

– Monsieur Zakaria **SANON**, Mle
19 472 ;

– Monsieur Boukari **KONE**, Mle 19 524 ;

– Monsieur Mama **OUATTARA**, Mle
22 775 ;

– Monsieur Ousmane **ZONGO**, Mle
24 409 ;

– Monsieur Célestin Pascal **BALMA**,
Mle 24 515 ;

– Monsieur Emile **KABRE**, Mle 24 576 ;

– Monsieur Banga Michel **AHOUE**, Mle
27 571 ;

– Monsieur Dagnidoma Alphonse **YODA**,
Mle 217 558 ;

– Monsieur Noufou **SALOU**, Mle
217 559 ;

– Monsieur Firmin Pitié **NANA**, Mle 217
560 ;

– Monsieur Jean **OUEDRAOGO**, Mle
217 561 ;

– Monsieur Edgard **BAMOUNI**, Mle
217 562 ;

– Monsieur Cheik Hamed **DOUSSA**, Mle
217 563 ;

– Monsieur Kalifa **KONE**, Mle 217 565.

1. B. AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE DEVELOPPEMENT

– Madame Lefodara Hortense **GOUEM**,
Mle 104 651 U, Administrateur
des services financiers, 1^{ère} classe,
5^{ème} échelon, est nommée Directrice
de la tutelle financière des collectivités
territoriales ;

– Monsieur Assonsi **SOMA**, Mle
212 283 U, Conseiller en aménagement
du territoire et en développement local,
1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est nommé
Directeur des études spatiales et de
l'aménagement du territoire.

– Monsieur Félix Charles **DALLA**, Mle
212 272 V, Conseiller en aménagement
du territoire, 1^{ère} classe, 4^{ème} échelon, est
nommé Directeur du développement local
et régional.

1. C. AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

– Monsieur Ousséni Pierre **SAYORE**,
Mle 18 022 J, Ingénieur d'élevage,
3^{ème} classe, 5^{ème} échelon est nommé Chargé
d'études ;

– Monsieur Sibirionga
Lucien **NANEMA**, Mle 206 995
U, Ingénieur d'élevage, 1^{ère} classe,
4^{ème} échelon, est nommé Chargé d'études ;

– Monsieur Aloys **OUBDA**, Mle 78 216
X, Ingénieur d'élevage, 1^{ère} classe,
7^{ème} échelon, est nommé Chargé d'études ;

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.

– Monsieur Dasmané **TRAORE, Mle 47 633 D**, Ingénieur d'Etat en industrie agroalimentaire, 1^{ère} classe, 9^{ème} échelon, est nommé Chef du Département du développement durable à l'apiculture ;

– Madame Eboubié Korénassoué Diane **KANTIONO, Mle 256 991 R**, Ingénieur d'élevage, 1^{ère} classe, 2^{ème} échelon, est nommée Chef du Département du suivi, de l'évaluation et de la capitalisation en apiculture.

1. D. AUTITRE DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE

– Monsieur Larba Christian **DARANKOUM, Mle 111 529 L**, Economiste, 1^{ère} classe, 5^{ème} échelon, est nommé Directeur général de l'insertion professionnelle et de l'emploi.

1. E. AUTITRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ECONOMIE VERTE ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

– Monsieur Kimsé **OUEDRAOGO, Mle 24 615 E**, Inspecteur des eaux et forêts, 2^{ème} classe, 9^{ème} échelon, est nommé Chargé d'études.

III.2. NOMINATION DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION

1. A. MINISTERE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITE URBAINE ET DE LA SECURITE ROUTIERE

Le Conseil a adopté un décret portant nomination de Monsieur Edmond Anicet **OUEDRAOGO, Mle 18 699**, Ingénieur des travaux publics, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière au Conseil d'administration de la Société internationale de transport africain par rail (SITARAIL) pour un mandat de trois (03) ans.

1. B. MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DE

L'ARTISANAT

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le premier porte renouvellement du mandat de Monsieur Yizoumou Justin **YEHOUN, Mle 27 768 M**, Conseiller des affaires économiques, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat au Conseil d'administration de la Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou (SOGEAO) pour un dernier mandat de trois (03) ans.

Le même décret nomme Madame Alimatou **ZONGO/KABORE, Mle 91 234**, Administrateur des services financiers, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de l'Economie, des finances et du développement au Conseil d'administration de la Société de gestion de l'abattoir frigorifique de Ouagadougou (SOGEAO) pour un premier mandat de trois (03) ans.

Le second nomme Monsieur Jérôme **COMPAORE, Mle 74 214 G**, Chargé de recherche, Administrateur représentant l'Etat au titre du Premier Ministère au Conseil d'administration de l'Agence burkinabè de la normalisation et de la métrologie (ABNORM) en remplacement de Monsieur Oumarou **NAO**, dont il achève le mandat.

1. C. MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le premier porte nomination de Monsieur Balira Ousmane **KONFE, Mle 78 199 N**, Enseignant-chercheur, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de Développement de l'économie numérique et des postes au Conseil d'administration de l'Agence nationale de promotion des TIC (ANPTIC).

Le second nomme Monsieur Balira Ousmane **KONFE, Mle 78 199 N**, Enseignant-chercheur, Président du Conseil d'administration de l'Agence

nationale de promotion des TIC (ANPTIC) pour un premier mandat de trois (03) ans en remplacement de Monsieur Lamoussa **OUALBEGO**.

1. D. MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Le Conseil a adopté deux (02) décrets.

Le premier porte nomination d'administrateurs au Conseil d'administration de la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR) pour un premier mandat trois (03) ans.

Au titre du ministère de l'Eau et de l'Assainissement :

– Monsieur Christophe **ZANZE, Mle 766**, Ingénieur du génie rural.

Au titre du ministère de l'Urbanisme et de l'habitat :

– Monsieur Gueswendé Marc **OUEDRAOGO, Mle 207 366 V**, Architecte-urbaniste.

Au titre du représentant des travailleurs :

– Monsieur Raogo Paul 2^{ème} jumeau **KABORE, Mle 71 07 C**, Gestionnaire financier et comptable.

Le second renouvelle le mandat de Madame Diane Pauline **SOME/COMPAORE, Mle 103 677 T**, Ingénieur sanitaire, Administrateur représentant l'Etat au titre du ministère de la Santé au Conseil d'administration de la Société nationale d'aménagement des terrains urbains (SONATUR) pour un dernier mandat de trois (03) ans.

Le Ministre de la Communication et

des Relations avec le Parlement,

Porte-parole du gouvernement,

Rémis Fulgance DANDJINOU



ANNONCE

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Jobs du 26 OCTOBRE 2016 ZOMA

Poste : Consultant pour l'élaboration des propositions sur le changement climatique Adaptation / gestion des ressources naturelles en Thaïlande

Description

CARE développe une proposition complète de l'Agence française de développement et d'AXA pour le cas où la pluie tombe projet en Thaïlande et en Inde. La note conceptuelle a été acceptée par les deux bailleurs de fonds et une proposition complète doit être finalisée d'ici la fin de décembre. Ce projet a commencé dans les deux pays en 2011 et est entrée est 3^{ème} phase. Chaque équipe de pays élaborera son propre projet comme une première étape du développement de la proposition conjointe et gestionnaires de projet se réuniront en Décembre pour examiner les synergies, d'identifier des activités communes et d'affiner la proposition.

But du Conseil: Le consultant prendra l'initiative, en collaboration avec RaksThai et le personnel de son partenaire, de développer, une proposition convaincante fondée sur des preuves pour les activités en Thaïlande (seulement). Le consultant apportera au processus de conception du programme une compréhension approfondie et une expérience préalable dans la soumission d'écriture pour les donateurs institutionnels. De préférence, le consultant devra avoir une expérience préalable de travail dans le secteur de l'adaptation de la gestion des ressources naturelles et le changement climatique en Thaïlande et la conception de programmes qui visent autour de consolider les meilleures pratiques,

l'évaluation et l'intensification des idées novatrices.

Tâches spécifiques à exécuter par le Consultant: Le consultant élaborera, en consultation avec la haute direction Raks Thai, un plan de travail détaillé qui comprendra entreprise au moins les tâches suivantes:

Passez en revue la littérature secondaire sur adaptation au changement climatique et de la gestion des défis et des politiques de ressources naturelles en Thaïlande (en particulier la Thaïlande du Nord), ainsi que les pilotes novateurs existants et leurs éléments de preuve provenant d'autres parties prenantes.

Examiner les documents existants du projet: rapports, évaluations, rapport sur les meilleures pratiques (en cours)

Revue de la littérature de CARE et les principaux programmes sur l'adaptation au changement climatique, ainsi que des modèles innovants d'autres pays / donateurs à appliquer à la conception de cette proposition.

Si pas déjà fait par le début de la consultation, aider à identifier les partenaires mise en œuvre / de recherche appropriés pour renforcer l'évaluation / composante d'apprentissage du projet.

Rencontre avec les intervenants clés de l'éducation en Thaïlande au besoin pour veiller à ce que la conception du programme intègre l'expertise de tous les acteurs / secteurs concernés, y compris le secteur privé, les entreprises sociales, les universités, les instituts, les départements gouvernementaux, et d'autres au besoin.

Travailler avec le personnel de

CARE pertinente pour identifier les besoins en personnel / organigramme pour le programme proposé.

Rédiger un projet de l'offre globale, y compris toutes les annexes et en particulier logframe et le budget; travailler aussi avec le personnel concerné pour éditer et finaliser l'offre.

Travailler avec Raks Thai, contrôleur financier, et d'autres pour élaborer le budget du programme.

Résultats du Conseil: A terminé, soumission complète / proposition Lorsque la pluie tombe 3^{ème} phase de la Thaïlande.

Voies de communication: Le consultant fera rapport au directeur de projet Raks Thai WTRF et CARE France Chef de projet.

Échéancier: À partir le plus tôt possible (idéalement en Novembre 7^e) et en complétant la proposition approximativement par le 1^{er} décembre 2016 (date de soumission de l'offre).

Qualifications et expérience

De préférence, un diplôme universitaire supérieur (maîtrise ou équivalent) en affaires / études internationales, le développement, l'adaptation au changement climatique, ou la gestion des ressources naturelles.

Minimum 5 ans d'expérience dans la conception, la rédaction de propositions, et / ou la gestion des programmes d'adaptation au changement climatique, de préférence en Thaïlande. Solides compétences en conception de programme, y compris la capacité de préparer des documents logiques, cohérentes et cohérentes, y compris les cadres logiques et les budgets.

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

expérience démontrée Avant l'élaboration de propositions pour les bailleurs de fonds institutionnels.

Aptitude à travailler efficacement avec les membres du projet à divers endroits et de plusieurs organisations, y compris l'écriture à distance et de la révision des documents de proposition.

Capacité à intégrer les différentes expériences, les méthodologies et les approches à partir d'un large éventail de parties prenantes, des organisations et des experts techniques de plusieurs secteurs.

relations avec les autorités du secteur de l'éducation pertinents et des parties prenantes serait un avantage.

Excellentes compétences en anglais parlant / écriture nécessaires. aptitude à parler thaïlandais un avantage.

Note: Cette consultation est ouverte aux candidats nationaux et internationaux. Les individus, un groupe d'individus, ainsi que des sociétés de conseil ayant les compétences requises / expérience sont admissibles. Les candidats étrangers ayant une expérience professionnelle antérieure en Thaïlande serait préférable. Les tâches mentionnées ci-dessus

à effectuer sont conçus comme un guide et ne doivent pas être considérés comme une spécification inflexible car il peut être modifié après discussion avec le consultant ou le cabinet sélectionné.

Demande & Deadline Entreprises intéressées / personnes doivent envoyer les documents demandés suivants à Aurélie Ceinos ceinos@carefrance.org et Sarinthip Promrit sarinthip.rtf@gmail.com avant le 1 novembre st 2016.

Lettre de motivation détaillant les entreprises aptitude / individuelle pour l'affectation et les coordonnées actuelles.

proposition détaillée, y compris technique (plan, y compris de travail pour mener à bien la consultation) et de l'information financière et des profils de détail / cv de personne (s) clé pour participer à toutes les étapes.

En raison de besoin urgent de la consultation, des propositions seront présélectionnés sur une base régulière et nous pouvons offrir le conseil avant la date de clôture. Seuls les consultants présélectionnés seront contactés.

Ville: CHIANG MAI- THAILANDE

Fonctions :Autre, Technicien

spécialiste

Activités :Autre

Pays :Asie, Thaïlande

Contrat Inconnu

Documents à envoyer

Demande & Deadline Entreprises intéressées / personnes doivent envoyer les documents demandés suivants à Aurélie Ceinos ceinos@carefrance.org and Sarinthip Promrit sarinthip.rtf@gmail.com avant le 1 novembre st 2016.

Lettre de motivation détaillant les entreprises aptitude / individuelle pour l'affectation et les coordonnées actuelles.

proposition détaillée, y compris technique (plan, y compris de travail pour mener à bien la consultation) et de l'information financière et des profils de détail / cv de personne (s) clé pour participer à toutes les étapes.

En raison de besoin urgent de la consultation, des propositions seront présélectionnés sur une base régulière et nous pouvons offrir le conseil avant la date de clôture. Seuls les consultants présélectionnés seront contactés.

Date de fin de validité 01/11/2016



Avis de recrutement

Poste : Recherche de consultant(e) – Rapport Adaptation au Changement Climatique CARE France

Description

Recherche de consultant(e) – Rapport Adaptation au Changement Climatique

CARE France

Contexte

CARE International a fait de la lutte contre le changement climatique un de ces axes de travail prioritaire. Dans ce cadre, CARE France s'est doté d'une stratégie 2014-2016 sur le changement climatique (en ligne avec la stratégie de CARE International) et mène des projets d'adaptation au changement climatique depuis plus de 5 ans maintenant. Afin de valoriser

l'ensemble de cette expérience, CARE France souhaite disposer d'un rapport de capitalisation.

Objectifs de la consultance

L'objectif est de produire un rapport relativement court (20 pages sans annexes) qui capitalise sur les différentes expériences de CARE France. Ce rapport permettra de répondre à plusieurs objectifs :

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Renforcer la visibilité de CARE France auprès des bailleurs sur les projets d'adaptation en ayant un document qui mette en avant l'ensemble des projets d'adaptation mis en œuvre, leurs résultats et impacts et les leçons apprises.

Mettre en avant l'approche intégrée de CARE sur l'adaptation (en lien avec des exemples concrets) qui ne se limite pas à promouvoir des moyens de subsistance résilients mais travaille sur l'ensemble des composantes permettant de renforcer les capacités d'adaptation des plus vulnérables.

Consolider les résultats obtenus grâce aux projets d'adaptation menés par CARE France ces 5 dernières années et en tirer des recommandations/des acquis à pérenniser et à répliquer.

Audience:

Principale : Bailleurs de fonds francophones institutionnels et privés (AFD / FFEM / Fondation du Prince Albert II...)

Secondaire : Interne pour être utilisé comme document source pour des documents de plaidoyer et dépôt de proposition de projet (partie expérience)

Livrables

Un rapport d'une vingtaine de pages sans les annexes (un plan détaillé informatif est proposé en annexe pour faciliter la compréhension du/de la consultant(e)).

Une présentation powerpoint récapitulant les points principaux du rapport

Conduite de la mission & Méthodologie

Le document doit se baser sur une revue des documents de stratégie et de projets CARE existants mais

aussi sur des interviews avec les responsables de projets pour identifier les résultats et mieux comprendre les bonnes pratiques à mettre en œuvre. Idéalement, des retours des participants (communautés) devront être remontés lors de l'étude des documents et des interviews.

Les Etapes indicatives sont les suivantes :

Etape 1 : Réunion de cadrage avec CARE France

Etape 2 : Récolte et revue de l'ensemble des documents existants (incluant une revue des indicateurs de résultats des projets adaptation)

Etape 3 : Proposition d'un plan (à valider par CARE France) et d'une méthodologie pour récolter les informations manquantes.

Etape 4 : Interview auprès des porteurs de projets pour approfondir les éléments bibliographiques – récolte et revue des documents manquants

Etape 5 : Ecriture d'une première version du rapport

Etape 6 : Revue par 2/3 personnes de CARE France (ou représentant CARE International parlant français)

Etape 7 : Finalisation du rapport sur la base des commentaires faits. Un autre tour de commentaires pourra être envisagé en fonction de la qualité du premier rapport.

Etape 8 : Réalisation du PowerPoint et présentation aux équipes de CARE

Ces étapes seront discutées et ajustées lors de la réunion de cadrage et un calendrier sera fixé que le consultant devra respecter.

Calendrier

Les offres sont attendues pour le 9 novembre 2016 et une réponse

sera donnée au consultant / à la consultante sélectionné(e) dans la semaine qui suit. Le démarrage de la mission pourra se faire dès le 21 novembre 2016.

Le rapport devra être finalisé pour le 16 décembre 2016.

Qualification et expérience requises

Le/la consultant(e) devra être spécialiste de l'adaptation au changement climatique remplissant les conditions suivantes :

Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans le domaine du changement climatique et de l'Adaptation à base communautaire.

Avoir des connaissances sur les projets de gestion des ressources naturelles, agriculture.

Avoir des connaissances sur le genre dans les projets de développement.

Avoir des compétences avérées dans les domaines de la capitalisation des connaissances et acquis, et de transfert d'expériences et de savoirs ;

Avoir une capacité de synthèse, d'analyse et de rédaction en français

Anglais : courant (obligatoire), Espagnol : courant (souhaitable)

Dossier de candidature et critères de sélection

Lors du dépouillement, une grille d'analyse et d'évaluation permettra de pondérer dans le détail l'expertise technique des candidats sur la base de leurs offres (techniques et financières) et de l'adéquation de leurs CV et motivations avec les résultats attendus de la consultation. Ainsi, chaque consultant qui postule devra soumettre:

une appréciation des présents TDR ;

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

une note méthodologique présentant de façon précise la manière dont l'étude sera conduite ;

une offre financière de la réalisation de l'étude, (en jour / homme par consultant)

les CV détaillé et signé du consultant justifiant son niveau académique et ses expériences

L'offre devra arriver par email (ceinos@carefrance.org) au plus tard le 9 novembre 2016 à 00H00 GMT.

Annexe 1 – Plan envisagé pour le rapport :

Sommaire

Acronyme

Liste des définitions (si pertinent)

Résumé (2p max)

Introduction (2p):

CARE et le changement climatique :

Pourquoi CARE travaille sur l'adaptation au changement climatique (Rapide retour sur liens pauvreté/changement climatique)

Approches et stratégies fondées sur renforcement de la résilience,

Continuum Mitigation > Adaptation/ DRR > Urgence, Pertes et dommages

CARE International : nb de projets et # de bénéficiaires / CARE France : nb de projets et # de bénéficiaires

Nos apprentissages / notre expertise :

L'approche CBA de CARE

Le cadre ACCRA sur les capacités d'adaptation comme base de notre approche

Déclinaison de ce que cela veut dire :

Information climatique/plan d'adaptation /DRR

Gestion des écosystèmes – droit à la terre/à l'eau

Renforcement des pratiques agro-écologiques (Approche Super)

Accès au marché (chaines de valeur résiliente)

Participatif

Genre / minorités

Basé sur les droits

Alliant savoirs traditionnels et scientifiques

Plaidoyer

Zoom sur ces différents focus – 5/6 pages

Planification de l'adaptation : (Innovation / forward-looking) + DRR : renforcement des structures, systèmes d'alerte précoce

Gestion des écosystèmes (capital naturel et institution, paiement pour services environnementaux)

Agriculture

Renforcement économique : Apport des VSLA / Chaîne de valeur / accès au marché et services

Genre / inégalités

Renforcement de la structuration des communautés / Scaling-up (plaidoyer) :

+ mettre un témoignage assez court : photo / citation / contexte.

Présentation de plusieurs projets clefs (10 pages)

Cette partie contiendra une partie qui consolide les résultats obtenus pour l'ensemble des projets CARE France

– adaptation.

5 à 6 projets seront choisis pour en faire des exemples

Chaque projet sélectionné devra être présenté brièvement avec un zoom sur les succès clefs, résultats obtenus – faire apparaître une petite checklist sur les différents aspects traités par chaque projet (par rapport aux approches présentées en amont)

Conclusion

Mise en avant de recommandations/acquis de l'approche de CARE et de ses projets

Longueur : 20 pages (sans les annexes)

Ville :Paris

Fonctions :Autre

Activités :Autre

Pays :Europe, France

Contrat Inconnu

Documents à envoyer

L'offre devra arriver par email (ceinos@carefrance.org) au plus tard le 9 novembre 2016 à 00H00 GMT.

Les offres sont attendues pour le 9 novembre 2016 et une réponse sera donnée au consultant / à la consultante sélectionné(e) dans la semaine qui suit. Le démarrage de la mission pourra se faire dès le 21 novembre 2016.

Le rapport devra être finalisé pour le 16 décembre 2016.

Date de fin de validité 09/11/2016



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Responsable Développement des Partenariats Entreprises

Description

Fondée en 1994, la Chaîne de l'Espoir intervient dans plus de vingt-cinq pays pour offrir un accès aux soins et à l'éducation aux enfants démunis.

Dans le domaine de la santé, l'action se divise en trois volets : les soins en France (100 enfants opérés chaque année), les missions de formation à l'étranger (100 missions médicales chaque année pour assurer un transfert de compétences aux équipes soignantes locales), les projets hospitaliers (appui à un projet de construction d'établissement ou de service hospitalier : Projet médical, infrastructure, équipement, achat et logistique, organigramme, organisation des services, recrutement des RH et formation, business plan, aspects juridiques).

Dans le domaine de l'éducation, elle favorise l'accès à l'éducation d'enfants parmi les plus vulnérables, et développe des programmes d'aide à une scolarisation de qualité.

L'association organise plus d'une centaine de missions chaque année, missions médicales, missions de coordination de projets, missions plus techniques ou politiques

Dans le cadre de la Politique de développement de la Chaîne de l'Espoir, le Responsable Mécénat/ Partenariat a pour mission de renforcer le développement des ressources de l'Association en élaborant et mettant en œuvre des partenariats stratégiques de mécénat ou de parrainage avec des entreprises partenaires.

Ses actions principales seront de :

Définir une stratégie auprès des entreprises en cohérence avec la

stratégie globale de développement de l'Association et en adéquation avec les projets mis en œuvre par la Chaîne de l'Espoir.

Être proactif dans la création de l'offre à destination des entreprises (présentation de dossiers projet, création d'événements en lien avec la communication,...)

Définir les moyens à mettre en œuvre pour faciliter l'approche et cultiver la relation avec les entreprises partenaires ou potentiellement partenaires.

Définir les secteurs d'activité et/ou les types d'entreprises pertinentes à prospector.

Rechercher et centraliser l'ensemble des informations sur le marché et les entreprises à prospector.

Accompagner et suivre la relation avec l'entreprise ou le mécène.

Discuter et cadrer les éléments du contrat de partenariat (négociation des termes du partenariat, du projet, des montants, du reporting).

Contrôler et suivre le respect des engagements réciproques (avancement de projet, reporting, communication)

Assurer un suivi régulier des besoins exprimés par les entreprises en entretenant des relations directes avec chacune d'elles.

Fidéliser l'entreprise en élaborant un plan d'actions et un programme de reconnaissance structurant la relation sur le long terme afin de fidéliser les partenaires.

Assurer les actions de communication à destination des entreprises.

Ville :Paris avec déplacements à l'étranger (Passeport de l'Union Européenne impératif)

Expériences / Formation du candidat

Ecole de management / IEP / Sciences Po / Mastère en sciences humaines

Expérience de 5 ans minimum dans le Partenariat Entreprises

Une expérience dans le secteur marchand et une bonne connaissance du monde de l'entreprise sont un plus.

Langues parlées

Français

Anglais courant

Qualité du candidat

Convictions et investissement personnel

Grandes capacités relationnelles et capacités à entretenir un réseau

Qualités d'écoute et d'empathie

Force de persuasion

Réactivité et disponibilité

Rigueur dans le suivi des dossiers

Maîtrise des techniques de négociation

Esprit d'analyse

Fonctions : Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités : Santé

Pays : Europe, France

Contrat CDD, CDI

Nom de la personne contact

Philippe le Goff

Email de la personne contact
plegoff@chainedelespoir.org

Date de fin de validité 30/11/2016



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : Stage Communication – Marketing

Description

Présentation synthétique d'Équilibres & Populations

Créée en 1993 par des médecins et des journalistes dans le contexte de la conférence internationale sur la population et le développement du Caire, Équilibres & Populations travaille à améliorer les conditions de vie et le statut des femmes, facteur essentiel d'un développement juste et durable.

Aujourd'hui, Équilibres & Populations est une structure s'appuyant sur douze salariés et cinquante membres, avec un budget annuel entre 1,5 million et 2 millions d'euros. Le siège est à Paris et depuis six ans, Équilibres & Populations a un bureau sous-régional à Ouagadougou, au Burkina Faso.

La vision portée par Équilibres & Populations est qu'il ne pourra y avoir de développement durable sans qu'y soit associée la moitié féminine de l'humanité. L'amélioration des conditions de vie et du statut des femmes, notamment leur santé et leurs droits sexuels et procréatifs, est à la fois un facteur et un marqueur de développement.

Description du poste

Dans le cadre de son stage, la/le stagiaire en Communication aura les missions suivantes (liste non-exhaustive) :

Communication Editorial/Web

Rédaction/Relecture d'articles et contenus éditoriaux

Mise à jour des sites internet de la structure: mise en ligne et diffusion d'article, optimisation du contenu

Animation des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube)

Contribution à la mise à jours/alimentation des bases de données : documentaire, photos et vidéos

Création/Envoi de newsletters

Webmarketing

Optimisation des annonces google et d'analytics

Optimisation du référencement des sites

Suivi et Mise en ligne de publicités Facebook

Événementiel

Contribution à l'organisation d'événements (logistique, suivi presse, communication)

Couverture des évènements organisés par l'association (réseaux sociaux, interviews, articles)

Presse

Suivi presse : mise à jours/optimisation du fichier presse, veille et revue de presse

Autres missions en fonction des priorités et besoins du service

Ville : Paris - 12ème

Expériences / Formation du candidat

Niveau Master 2 dans un cursus communication (de type Celsa, Sciences Com, ISCOM, Master universitaire etc...);

Pratique des réseaux sociaux, et de manière générale, une pratique en techniques de communication journalisme/community manager (capacités rédactionnelles, recherches et traitement d'informations, sensibilité aux supports photos...);

Connaissance du secteur du développement et des ONG serait un plus.

Langues parlées

Français et anglais

Qualité du candidat

Excellentes capacités rédactionnelles et d'analyse ;

Anglais : niveau courant

Capacités d'autonomie, d'organisation et de rigueur ;

Esprit d'équipe ;

Contact facile et aisance relationnelle ;

Sensibilité aux thématiques portées par Équilibre & Populations ;

Maîtrise des outils de bureautique et des réseaux sociaux serait un plus.

Fonctions : Communication

Activités : Autre, Droit, Santé

Pays : Europe, France

Contrat Stage

Durée du contrat

Stage de 6 mois

Disponibilité dès que possible

Salaire / Indemnité

436€/mois

50 % de prise en charge des titres de transport et 60% des Tickets restaurants

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

rh@equipop.org avec la mention « STAGECOMM » dans l'objet du mail

Date de fin de validité 16/11/201



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : A LA SANTÉ MENTALE ET DES SOINS DE PRATIQUES CONSEILLER TECHNIQUE

Description

Responsabilités: Sous la supervision du Directeur régional adjoint des opérations de piscine et sous la responsabilité fonctionnelle du référent de la santé et des soins pratiques mentales (CSMP) Département, vous aurez la responsabilité de soutenir les équipes de terrain et de bureau pour assurer la qualité, la pertinence et de l'innovation technique des interventions d'ACF pour les missions en Afghanistan, Haïti, du Kurdistan irakien, la Jordanie, Madagascar, le Yémen et le Zimbabwe.

Plus particulièrement, vous serez responsable de:

Fournir une analyse contextuelle au bureau

- Fournir une note de synthèse (lorsque cela est demandé par le bureau) sur les enjeux techniques de la zone géographique (ex: les principaux indicateurs et tendances humanitaires du secteur, les besoins non couverts, les contraintes de programmation, etc.) Cette activité demande une communication claire de la mission sur les informations clés, et une prise de conscience régulière vers les publications scientifiques pertinentes pour ce secteur, le conseiller technique de la
- Fournir des conseils techniques aux missions
- Fournir votre expertise technique et des conseils au Chef du Département CSMP

- Fournir votre soutien sur les choix techniques
- Proposer une stratégie de capitalisation, des outils et des méthodes appropriées pour sa mise en œuvre
- Développer l'approche de partenariat (ONG locales, des secteurs privé et universitaire)
- La promotion et l'évaluation de la qualité technique des interventions dans les missions
- Contribuer à la définition et la mise à jour des stratégies d'intervention mis au point par les missions
- Disséminer normes techniques internes et des documents de référence et d'accompagner la mise en œuvre
- Évaluer la conformité aux normes techniques d'ACF par le biais de visites sur le terrain et des audits internes, des recommandations visant à améliorer la performance du programme
- Surveiller le rendement et la qualité des programmes
- Développer l'expertise technique des équipes de terrain
- Capitaliser les meilleures pratiques développées sur les missions
- Proposer des approches innovantes et des méthodologies d'intervention aux missions
- Développer des modules de formation interne et des modules de formation de conduite
- Participer à la gestion des ressources humaines du secteur CSMP
- Assurer le rôle de référence fonctionnelle du CSMP Chef du Département, d'évaluer leurs compétences et les besoins de développement
- Réaliser des entretiens de recrutement techniques pour les expatriés
- Bref, des expatriés train, et debriefing
- Développer le recrutement pour les experts locaux
- Développer des liens avec les institutions universitaires locales
- Promouvoir les progrès techniques et de contribuer au développement de l'expertise d'ACF dans le domaine
- Participer à l'élaboration de documents de référence sur le secteur
- Solliciter d'autres partenaires (ONG, agences des Nations Unies, des scientifiques dans les instituts, universités, ...) d'échanger des documents et des méthodologies
- Analyser les problèmes rencontrés sur le terrain, proposer des priorités de recherche pour les missions et animer leur réflexion

Le demandeur : Vous êtes titulaire d'un baccalauréat en psychologie (reconnaitre diplôme) et vous avez au moins 6 ans d'expériences professionnelles pertinentes et 4 ans d'expérience humanitaire. Une expérience dans le QG d'une ONG est un plus. Vous êtes connu pour

La suite à la page 20.



JOBS CAMPUS

La suite à la page 19.

vosre capacité à mener des recherches sur le secteur concerné.

Excellente diplomatie, négociation et de représentation sont les compétences requises ainsi l'expérience de gestion d'équipe.

Vous avez une forte implication humanitaire. Courant anglais et en français sont nécessaires.

Des visites de terrain seront programmées.

Statut: contrat de HQ - contrat à durée déterminée (12 mois) - temps plein

Salaire annuel : Salaire entre 35k € et 41.5K brute de plus de 13 mois, 21 jours de feuilles supplémentaires (RTT) / an, titres restaurant à 8 € (60% couvert par ACF), l'assurance maladie complémentaire (couvert 80% par ACF) , remboursement de 50% des frais de transport en commun.

Date de début: Janvier 12 th 2017

Ville : Paris

Expériences / Formation du candidat

Vous êtes titulaire d'un baccalauréat en psychologie (reconnaitre diplôme) et vous avez au moins 6 ans d'expériences professionnelles pertinentes et 4 ans d'expérience humanitaire. Une expérience dans le QG d'une OING est un plus. Vous êtes connu pour votre capacité à mener des recherches sur le secteur concerné.

Langues parlées

Courant anglais et en français sont nécessaires.

Qualité du candidat

Excellente diplomatie, négociation et de représentation sont les compétences requises ainsi l'expérience de gestion d'équipe.

Vous avez une forte implication

humanitaire.

Fonctions :Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités :Santé

Pays :Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

12 mois

Salaire / Indemnité

Salaire entre 35k € et 41.5K brute de plus de 13 mois, 21 jours de feuilles supplémentaires (RTT) / an, titres restaurant à 8 € (60% couvert par ACF), l'assurance maladie complémentaire (couvert 80% par ACF), le remboursement des 50% des frais de transport en commun.

Postuler en ligne : <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2254/A-Mental-Health-and-Care-Practices-Technical-Advisor>

Date de fin de validité 18/11/2016

AGENDA



BURKINA FASO

Du 28 au 29 novembre 2016

10ème atelier de formation en Assurance Qualité de l'enseignement supérieur



ANNONCE

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

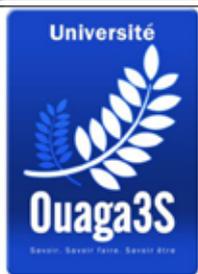
1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Sise à Ouaga 2000 face à l'immeuble de l'ARCEP

BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées :

- ✓ Statistique et Informatique Décisionnelle
- ✓ Yield Manager
- ✓ Génie Logistique et Transport
- ✓ Droit

(-) 50% sur les frais de scolarités pour les 30 premiers inscrits par filière*

Délai de réception des dossiers de préinscription : 05 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !

*sous réserve de conditions

Renseignements : Tel. : 72 91 14 54 / 65 52 36 36 / 25 50 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !
DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT
+226 65 52 36 36
/ Université OUAGA 3S/ Ouagadougou. Tel +226 72 91 14 54 / 25 60 52 00 / 25 60 54 00. www.univ-ouaga3s.org -uo3s@univ-ouaga3s.org
Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEP/ du 27 septembre 2011

**Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !**

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Economiques et de Gestion

LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Economiques et de Gestion, Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Economiques et de Gestion



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

05 11 2016 AU 12 11 2016 Groupe 3

AVE MARIA	22625479888	NAAB RAGA	22625300627
BALKUY	22625375136	NAABA KOOM	22625357046
BARAKA	22625330272	NAGRIN	22625469048
BELLE VILLE	22670517186	NAZANI	22625366510
CATHEDRALE	22625312807	NINRWA	22625418038
CHARIS	22625479878	NOOM WENDE	22625503117
CONCORDE	22625312949	PISSY	22625431335
COURA	22625388390	POSTE	22625318424
DJIMBIA	22625362051	SACRE CŒUR	22625346060
ECOLE	22625315232	SAINT LAZARE	22625368648
FRATERNITE	22625364800	SAINTE VITALITE	22668918704
GALIAM	22625352844	SAVANE	22625311348
HOSANA	22625412648	TAOKO	22625366927
JEUNESSE	22625343504	TERANGA	22625360970
KAMIN	22625343028	WEND DENDA	22625310964
KILWIN	22625508462	YENNENGA	22625370337
LA SAINTE TRINITE	22625412646	ZONE1	22625481513/53
MARIAMA	22625300576		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poöda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO



Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

Le public est informé de l'ouverture des inscriptions pour:

1. Les cours intensif d'anglais

La session de cours d'anglais consiste à renforcer les capacités des apprenants pour les objectifs suivants:

- Obtenir un niveau supérieur
- Passer le test TOEIC
- Ou Passer le test TOEFL

Délai d'inscription : 10 Janvier 2017, Déroulement des cours : Du 15 Janvier au 15 Février 2017, Coût : 40.000 FCFA

2. Les cours à distance en Licence et Master

Coût de la formation est 275.000 FCFA pour la licence et 500.000 FCFA pour les Masters

- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option : Infrastructures Hydrauliques, Eau et Assainissement, Génie Electrique et Energétique, Génie Civil
- Système d'Informations et Réseaux, Réseaux Informatique et Télécommunication
- Management des Projets et Programmes, Suivi Evaluation des Projets et Programmes, Gestion Administrative Comptable et Financière, Transport et Logistique, Gestion d'Entreprise, Marketing, Banque

3. Un séminaire en Suivi-Evaluation des Projets et Programmes

Le séminaire 2017 se déroulera du 10 au 14 Avril 2017

Public cible : Les professionnels du domaine, les managers, les responsables de projets, ceux qui désirent se spécialiser ou se faire certifier expert

Le lieu de la formation : Bobo Dioulasso à l'Institut

Le lieu de la remise des Certificats : Le 15 Avril lors d'une cérémonie de remise dans un hôtel de la place.

Le thème : Suivi Evaluation des Projets et Programmes

Titres délivrés : Certificat de Spécialisation et le Certificat d'Expertise

Les partenaires : Centre d'Examen Européen Lyon France

Coût : 500.000 FCFA pour le Certificat de Spécialisation et 1.000.000 pour le certificat d'Expertise

Inscription avant le 1^{er} Janvier 2017 : réduction de 50%

Inscription avant le 31 Janvier 2017 : réduction de 40%

Inscription avant le 15 Mars 2017 : réduction de 30%

Inscription jusqu'au 10 Avril : Plein tarif

Les inscriptions par groupe de 5 personnes donnent droit à une réduction supplémentaire de 10% sur chaque inscrit.

Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/ Immeuble Sanga Mady 1^{er} et 2^{ème} étage

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20 00 26 / Email : bobo@iscmail.org /Site WEB : www.iscbobo.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01
Tél. : 00226 20954746
Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : iscforum



ANNONCES

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national

**56e Anniversaire des
Forces Armées Nationales
du Burkina Faso.**

